

Brochure n° 3244

**Convention collective nationale**

IDCC : 1505. – **COMMERCE DE DÉTAIL DES FRUITS ET LÉGUMES,  
ÉPICERIE ET PRODUITS LAITIERS**

---

**AVENANT N° 86 DU 9 JUILLET 2009**  
**RELATIF À LA PRÉVOYANCE DES CADRES ET DES NON-CADRES**

NOR : *ASET0950893M*

IDCC : *1505*

---

**PRÉAMBULE**

Les dispositions de la loi n° 2008-596 du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail ont abaissé de 3 années à 1 année la condition d'ancienneté permettant à un salarié de bénéficier, en cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité résultant de maladie ou d'accident constaté par certificat médical et contre-visite s'il y a lieu, d'une indemnisation complémentaire à l'indemnité journalière de la sécurité sociale prévue à l'article L. 321-1 du code de la sécurité sociale.

Les parties signataires conviennent de la nécessité de réviser en conséquence les dispositions des articles 6.1.1 et 8.2 de la convention collective nationale.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Nouvel article 6.1.1*

Les dispositions suivantes annulent et remplacent l'article 6.1.1 de la présente convention collective.

« Les salariés absents pour cause de maladie constatée par certificat médical et à condition d'avoir justifié dans les 2 jours ouvrables de cette incapacité bénéficient d'une indemnisation correspondant à une fraction de leur rémunération antérieure dans les conditions prévues au tableau ci-après.

ANCIENNETÉ	INDEMNISATION	DÉLAI DE CARENCE pour le versement des indemnités
1 an	30 jours à 90 % puis 30 jours à 66 %	à partir du 8 <sup>e</sup> jour
3 ans	40 jours à 90 % puis 30 jours à 66 %	à partir du 8 <sup>e</sup> jour
5 ans	50 jours à 90 % puis 40 jours à 66 %	à partir du 6 <sup>e</sup> jour
10 ans	60 jours à 90 % puis 50 jours à 66 %	à partir du 3 <sup>e</sup> jour
15 ans	70 jours à 90 % puis 60 jours à 66 %	à partir du 3 <sup>e</sup> jour
20 ans	80 jours à 90 % puis 70 jours à 66 %	à partir du 3 <sup>e</sup> jour
25 ans	90 jours à 90 % puis 90 jours à 66 %	à partir du 3 <sup>e</sup> jour

Le délai pour le versement des indemnités est applicable à chaque arrêt de travail hormis le cas où la sécurité sociale considère qu'une nouvelle interruption du travail est, en fait, la prolongation d'un arrêt de travail antérieur. Dans ce cas, la période d'indemnisation se poursuit immédiatement dans les limites prévues ci-dessus en fonction de l'ancienneté du salarié à la date du premier arrêt.

Pour la détermination des conditions d'indemnisation, il est tenu compte des indemnisations déjà effectuées au cours des 12 mois précédant l'arrêt de travail de telle sorte que, si plusieurs absences pour maladie ou accident ont été indemnisées au cours de ces 12 mois, la durée totale et les montants d'indemnisation n'excèdent pas les limites définies ci-dessus.

En cas d'hospitalisation, l'indemnisation est versée dès le premier jour d'hospitalisation.

Les garanties d'indemnisation ci-dessus accordées s'entendent déduction faite de l'allocation brute que l'intéressé perçoit des caisses de la sécurité sociale ou de caisses complémentaires.

En tout état de cause, ces garanties ne doivent pas conduire à verser à l'intéressé, compte tenu des sommes de toutes provenances, telles qu'elles sont définies ci-dessus, perçues à l'occasion de la maladie ou de l'accident de travail, un montant supérieur à la rémunération nette qu'il aurait effectivement perçue s'il avait continué à travailler.

La rémunération à prendre en considération est celle correspondant à la moyenne des 3 derniers mois de salaires (gratifications exclues).

L'employeur peut assurer le versement de l'indemnisation suivant la même périodicité que le salaire. Dans ce cas, l'employeur est subrogé dans les droits du salarié concernant les remboursements des prestations versées par la sécurité sociale et l'organisme de prévoyance. »

## Article 2

### *Nouvel article 8.2*

Les dispositions suivantes annulent et remplacent l'article 8.2 de la présente convention collective.

« La période d'indemnisation des absences prévues à 66 % telle que prévue à l'article 6.1 de la présente convention collective est prolongée jusqu'à la date de reconnaissance en invalidité par la sécurité sociale ou, au plus tard, jusqu'au 1 095<sup>e</sup> jour.

Pour les salariés dont l'ancienneté est inférieure à 1 an, l'indemnisation intervient à compter du 181<sup>e</sup> jour d'arrêt. »

### **Article 3**

#### *Formalités administratives*

Le présent avenant est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Il sera déposé à la direction des relations de travail et au greffe du conseil de prud'hommes.

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, son extension.

Fait à Paris, le 9 juillet 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

FNDPL ;

UNFD ;

FNDE.

#### **Syndicats de salariés :**

FGTA CGT-FO ;

CSFV CFTC ;

FNAA CGC ;

FS CFDT ;

FCDS CGT.